La fin du mois de novembre a vu se développer à une échelle importante les luttes contre l'austérité dans plusieurs pays européens et, dans plusieurs cas, c'est la jeunesse qui se trouve à l'avant-garde de ces mobilisations. Au Portugal, une grève générale historique a paralysé le pays le 24 novembre; en Irlande une manifestation nationale a rassemblée plus de 100.000 personnes; en Grande-Bretagne et en Italie les étudiants poursuivent leurs mobilisations tandis qu'en Grèce le personnel médical du secteur public a, pendant une semaine, offert une assistance médicale gratuite à la population. Tour d'horizon. (LCR-Web)

Portugal: Une grève historique

Mercredi 24 novembre, plus de 3 millions des 4, 7 millions de salariés du privé et du public que compte le pays ont répondu à l'appel à une journée de grève générale lancé en commun, pour la première depuis 1988, par les deux confédérations syndicales, la CGTP proche du PC et l'UGT proche du PS (*). L'immense majorité de la population était aux côtés des grévistes, solidaire face aux mesures d'austérité imposées par le gouvernement socialiste de José Socrates avec le soutien de la droite. Cette lame de fond n'a pas pu s'exprimer massivement dans la rue, s'affirmer politiquement, les confédérations n'ayant pas appelé à manifester, cantonnant les travailleurs à se regrouper sur les piquets. Mais transports, ports, secteur public, écoles, universités, banques, tribunaux, hôpitaux, entreprises du privé… tout le pays était paralysé. Le monde du travail a affirmé sa force.

Un profond sentiment d'injustice et de mépris rassemble la population: «Ce sont les travailleurs qui paient pour la crise pas les banquiers ni les actionnaires des grandes sociétés». Pire, en fait, car ce sont bien ces derniers qui non seulement ne paient pas mais profitent de la crise dont ils sont les seuls responsables. Les 5 milliards économisés grâce au budget de 2011, l'austérité contre les travailleurs, serviront à payer les intérêts sur les prêts de ceux qui spéculent sur les difficultés de l'État qu'ils ont eux-mêmes créées. Au nom de la lutte contre le

déficit budgétaire, la TVA va passer de 21 à 23%, la masse salariale des fonctionnaires va baisser de 5%, ce qui fera aussi pression sur les salaires du secteur privé, dans un pays où le salaire minimum est de 475 euros. Les pensions des retraités, déjà le plus souvent misérables, seront gelées, les prestations sociales plafonnées. L'État ne remplacera qu'un salarié sur deux partant à la retraite. Depuis des années, il multiplie les emplois précaires, en particulier dans l'Éducation et la santé.

«C'est la seule façon de protéger le pays contre la turbulence des marchés financiers» prétend Socrates. Bien au contraire, c'est la seule façon de l'enfermer dans la soumission aux spéculateurs. Déjà, il est de plus en plus question de le mettre sous tutelle financière du FMI pour garantir que, malgré la ruine du pays entraînée par la politique du gouvernement et des financiers, ces derniers puissent continuer de prélever leur tribut. Les travailleurs l'ont bien compris. Les actions et les grèves se multiplient. Le 3, les travailleurs des impôts ont fait un jour de grève nationale avec manifestations, suivi par des grèves tournantes jusqu'à la fin du mois. Le 6, une manifestation de 100.000 fonctionnaires a eu lieu à Lisbonne. Le 17, c'était le tour des étudiants. Le 24 novembre, la grève générale a rassemblé les forces de la classe ouvrière, montré sa puissance.

Le vendredi 26, deux jours après, le Parlement a définitivement adopté le budget d'austérité avec le soutien de la droite. C'est la réponse du gouvernement socialiste aux travailleurs, au pays. Une réponse qui ne peut qu'aggraver le chômage déjà à plus de 10% (20% chez les jeunes) et la pauvreté pour que les marchés financiers puissent continuer leur pillage. Une réponse qui appelle une suite au 24.

Yvan Lemaitre (Hebdo "Tout est à nous!" n°80)

(*) La CGTP et l'UGT comptent ensemble près de 700.000 affiliés, sur une population active de 5.587.300 de personnes (dont 610.000 sont au chômage) et dans un pays qui compte 10,6 millions d'habitants. (NDLR)

Italie : les étudiants à l'assaut du Sénat

En Italie, les mobilisations étudiantes prennent de plus en plus d'ampleur et sont d'autant plus

médiatisées qu'elles se greffent sur la crise du gouvernement Berlusconi. Les étudiants protestent contre le projet de loi Gelmini qui privatise les campus, coupe les subventions à la recherche, licencie des enseignants et condamne tout une génération à la précarité (*). Ils sont aux côtés de professeurs, de chercheurs et de précaires des universités et prennent conscience de la nécessité de croiser les luttes contre la réforme avec celles des immigrés, la défense des services publics, les comités écologistes et les luttes des travailleurs.

Le 24 novembre, pendant le débat sur le projet de loi au Parlement, des milliers d'étudiants, de chercheurs et de professeurs manifestaient. À Rome «l'assaut» du Parlement a été un acte symbolique mettant en évidence le décalage entre la politique des représentants qui jouent une partie politicienne et la politique des représentés qui jouent leur avenir.

«Le parlement ne se préoccupe que de ce qui est bénéfique à cette classe politique dans une optique de subordination de la recherche et de l'enseignement public aux exigences du marchés et des entreprises privées» ont déclaré les étudiants après l'assaut.

Le message qui émerge des cortèges, des contestations face aux représentants du gouvernement, y compris contre Berlusconi en personne à Naples, des écoles et universités occupées, est qu'il n'y pas que l'enseignement qui est en jeu: un pays tout entier subit le poids d'une droite qui continue de favoriser les intérêts de la Cofindustria [la FEB italienne], à privatiser les services publics, à attaquer les travailleurs – un rapport sur le travail vient d'être adopté, et aura des répercussions dramatiques sur les travailleurs.

L'assaut du Sénat a représenté une preuve de démocratie, déplaçant l'attention publique des feuilletons internes de la politique, des scandales du Premier [surnom du chef du gouvernement, NdT], des ragots parlementaires, vers les situations réelles des Italiens, vers les besoins matériels qui depuis longtemps ne sont plus représentés par les institutions, quelle que soit leur couleur.

Le projet de loi Gelmini n'est que le dernier acte d'un démantèlement constant de l'enseignement public auquel se sont attelés tour à tour des gouvernements de tous bords.

La solidarité de tant de leaders de l'opposition, depuis Bersani du PD [coalition de centre-gauche, NdT] à Nichi Vendola, leader du SEL [Gauche écologiste, NdT] et futur candidat

aux prochaines élections, qui tentent tout pour se faire photographier sur les toits avec les étudiants en lutte, apparaît bien hypocrite, alors qu'ils n'ont jamais concrétisé leurs promesses quand ils étaient au pouvoir.

Grâce notamment aux luttes, le vote de la réforme Gelmini a été reporté au 30 novembre. Mais pour abattre cette réforme, cette effervescence doit se transformer en «Mouvement», et pour cela, il faut développer des connexions de plus en plus grandes avec les autres secteurs. Un front unique et social qui donne un coup final au gouvernement Berlusconi et une leçon à la politique de centre-gauche qui ne représente plus les besoins de notre classe depuis des années et qui a remis un pays et le monopole idéologico-culturel aux mains de la droite berlusconienne.

Si les étudiants, les immigrés, les luttes locales, les travailleurs, se retrouvent devant Montecitorio [Palais où siège l'Assemblée nationale, NdT] le 14 décembre, jour du vote de confiance au gouvernement, et unissent réellement leurs luttes, on pourrait vraiment gagner.

Laura Emiliani, Sinistra Critica (Gauche critique, organisation anticapitaliste italienne)

(*) Le plan prévoit une réduction de près de 95% du budget destiné aux bourses de recherche universitaire ainsi que la fusion de plusieurs facultés et la réduction des classes pour « rationaliser » le budget des universités. Pour le secondaire, où les fonds destinés aux collèges sont réduits de 7%, la réforme établit le « professeur unique », soit un seul par classe, en plus du professeur de langue étrangère (l'anglais, qui devient obligatoire). D'après les syndicats, cette mesure provoquera la perte de 87.000 postes d'enseignants en trois ans (NDLR)

Irlande. L'angoisse et la colère !

Le mouvement syndical irlandais n'est pas marqué par une forte tradition de confrontation. Mais un syndicalisme modéré qui négocie à la marge n'a plus de fonctionnalité dans le contexte social et politique que connaît l'ex «Tigre celtique».

Certains dirigeants syndicaux ont d'ailleurs été hués à la manifestation du samedi 27 novembre qui fut un grand succès, avec 100.000 personnes dans les rues de Dublin malgré le froid et la neige. Elle était appelée par l'Ictu, l'union syndicale irlandaise, contre la gestion de la crise par le gouvernement et le plan d'austérité. Composée de cortèges syndicaux mais aussi de milliers de manifestantEs venuEs individuellement ou en famille, elle a vu fleurir les slogans, pancartes et prises de parole dénonçant les banquiers et leurs valets et exigeant avec force le départ du gouvernement. La question des suites est posée.

Les syndicats appelleront-ils à une grève générale, comme les y invitent les secteurs les plus radicaux? Les mêmes secteurs appellent à un rassemblement devant le Parlement le 7 décembre, jour du vote du budget. Ils ont tenu un meeting devant plusieurs milliers de personnes en fin de manifestation, auquel Joe Higgins, député du Socialist Party au Parlement européen, a pris la parole.

Après l'annonce du plan d'austérité, l'angoisse et la colère cohabitent dans la population. L'angoisse parce que si les salariéEs avaient pu se laisser abuser la première fois, ils savent maintenant que la crise va durer: comment des mesures qui sont de la même nature que celles qui leur ont été imposées précédemment et ont conduit à l'échec pourraient-elles avoir des conséquences différentes? Et colère… pour les mêmes raisons.

La situation irlandaise a l'avantage d'éclairer les responsables et les victimes de la crise d'une lumière crue. Le discrédit des banquiers et des financiers est énorme. Celui du gouvernement le surpasse peut-être. Au point que Brian Cowen, Premier ministre, a dû avancer la date des prochaines élections, qui auront lieu début 2011. En difficulté au Parlement, le gouvernement, et notamment Fianna Fail, le parti de droite qui le conduit, semble assuré de les perdre. Il vient d'ailleurs de perdre une élection partielle dans le Donegal, un comté qui avait pourtant toujours majoritairement voté Fianna Fail.

C'est le Sinn Féin (le parti de Gerry Adams, longtemps aile politique de l'IRA) qui a remporté l'élection. Signe des temps, Gerry Adams lui-même a annoncé son intention de se présenter aux élections législatives, dans une Irlande qui n'accordait jusque-là aux Républicains que des scores fort modestes.

En effet, plus généralement, c'est tout l'échiquier politique qui semble bouleversé. Les Verts ont fait le choix incompréhensible d'être en alliance avec la droite au gouvernement. Fine Gael, principal parti d'opposition, classé au centre droit et qui assure traditionnellement l'alternance

en coalition avec d'autres, semble en bonne position, mais certains de ses membres expliquent qu'il faudrait aujourd'hui unifier Fine Gael et Fianna Fail.

Dans cette situation, l'alliance «People before profit», constituée autour du SWP irlandais, et plusieurs groupes d'extrême gauche ont pris la décision de s'unir pour participer aux élections, sur un programme d'urgence face à la crise, au sein de l'United Left Alliance. C'est un événement important, dont il faut espérer qu'il puisse cristalliser la colère sociale.

Ingrid Hayes (Hebdo "Tout est à nous!" n°80)

Grande-Bretagne: La jeunesse en lutte pour son avenir

Le 10 novembre dernier, 50.000 étudiants et professeurs ont manifesté à Londres à l'appel du National Union of Students (NUS) et de la University and College Union (UCU) pour protester contre les coupes sombres dans le budget de l'enseignement et l'augmentation des droits d'inscription décidés par le gouvernement libéral-conservateur.

Le 24 novembre, les étudiants sont retournés dans la rue dans différents points du pays. On estime que près de 130.000 jeunes ont manifesté ce jours là à l'occasion d'une mobilisation qui, cette fois ci, n'a pas été convoquée par le NUS mais bien par plusieurs plateformes, assemblées étudiantes et lycéennes regroupées au sein de la « National Campaign Against Fees and Cuts » . Les seuls incidents se sont déroulés à Londres, où quelques 4000 manifestants ont été encerclés pendant plusieurs heures par la police à Whitehall, face au Parlement, et à Downing Street. Ailleurs dans le pays, cette journée de mobilisation a été marquée par l'occupation de plusieurs centres universitaires: la London South Bank University, Oxford, Warwick, Manchester Metropolitan ou encore l'University of Leeds, etc.

Ces occupations sont utilisées pour créer des espaces de débats, de participation des étudiants et comme moyen de pression pour s'opposer aux coupures gouvernementales. Les étudiants de l'Université de Leeds ont lancé un programme dénomé « Really Open University » et organisé, sous le slogan « Réinvente l'Université », toute une série d'ateliers pour réfléchir aux alternatives à avancer face à une université et un savoir de plus en plus transformés en marchandise.

Le 30 novembre dernier, ce fut la troisième journée nationale de mobilisation étudiante. Douze universités sont occupées depuis le 24 novembre et les activités y sont intenses. Les prochaines mobilisations sont fixées pour le 9 ou le 11 décembre, en fonction du jour du vote au Parlement de l'augmentation des droits d'inscription aux universités.

L'approbation ou non de cette mesure reste pendante vu que les Libéraux-démocrates, partenaires de Conservateurs au pouvoir, sont rudement mis sous pression par la mobilisation étudiante. Pendant la campagne électorale, Nick Clegg, leader des « Lib-Dem » avait promis qu'il n'y aurait pas d'austérité dans l'enseignement... quelques mois plus tard, il a affirmé que, parfois, on ne peut pas contrôler ce qu'ont promet, et qu'il était nécessaire de réduire les budgets dans l'éducation et d'augmenter les droits d'inscription. Un jour avant la dernière mobilisation étudiante, il a envoyé une lettre à Aaron Porter, président du NUS dans laquelle il affirme que les étudiants « n'ont pas bien compris ses propositions » et que l'augmentation des tarifs d'inscription ne vont priver aucun étudiant de l'accès à l'université... Porter l'a publiquement qualifié de « traitre » en réponse à cette lettre.

Au sein des des Lib-Dém, l'inquiétude et les divisions se font jour, tout comme la volonté de désamorcer la mobilisation étudiante: 104 anciens parlementaires ont signé une pétition demandant que leur parti maintienne sa promesse électorale et ne vote pas en faveur des mesures décidées par le gouvernement pour l'enseignement. L'actuel secrétaire d'Etat aux Universités, le libéral-démocrate Vince Cable, a affirmé qu'il était disposé à s'abstenir lors du vote afin de maintenir l'unité de son parti.

Pendant ce temps, les étudiants restent mobilisés et sont mêmes renforcés par l'entrée en lutte d'une partie des lycéens qui comprennent bien que ces mesures vont directement affecter leur avenir. Non seulement dans leur accès futur aux universités avec l'augmentation des tarifs, mais aussi au travers de la suppression de l'EMA (Education Maintenance Allowance), une bourse d'études reçue par les jeunes entre 16 et 18 afin de poursuivre leurs études au delà de la scolarité obligatoire. Avec cette aide, ils recoivent entre 10 et 30 Livres par semaine et elle est principalement destinée aux jeunes des familles les plus pauvres et défavorisées. L'année dernière, 635.000 jeunes étaient bénéficiaires de cette aide: sa suppression implique qu'une bonne partie des classes populaires au Royaume Uni ne pourra plus accéder à l'enseignement supérieur.

De son côté, le principal syndicat des enseignants du supérieur, l'UCU, soutient les mobilisations étudiantes mais sans prendre encore d'initiative concrète en appellant ses affiliés

à rejoindre cette lutte - mis à part lors de la manifestation du 10 novembre à Londres. Cependant, de nombreux syndicalistes avancent l'idée de mener une action de grève en janvier prochain, ce qui semble toutefois tardif aux yeux des étudiants qui comptent bien empêcher le vote de la loi sur les droits d'inscription prévu en décembre au Parlement. Beaucoup d'étudiants comprennent que seule une grève générale menée par les étudiants, les enseignants et tout le personnel de l'enseignement pourra faire reculer le gouvernement.

D'après Daniel Mourenza, University of Leeds www.rebelion.org

---

Grèce: Une semaine de désobeissance dans les hôpitaux et grève de 24 heures le 15 décembre

Après les élections régionales et municipales de la mi-novembre, trois mobilisations ont confirmé la dynamique à gauche du PASOK (PS grec): le 15 novembre ont eu lieu d'importants rassemblements et manifestations à l'appel du KKE (PC grec) et de la gauche anticapitaliste et radicale contre l'arrivée des représentants du FMI et de l'Union européenne. Le 16, un meeting organisé rapidement par la coalition anticapitaliste Antarsya à l'Ecole Polytechnique d'Athènes a rassemblé plus de 1000 participants (salle trop petite!), avec interventions des nouveaux élus. Et le 17, la manifestation de commémoration du massacre des étudiants en 1973 a rassemblé 50.000 personnes dans la capitale et des dizaines de milliers d'autres dans le pays, avec un nombre impressionnant de jeunes.

C’est clair: la colère populaire, désorientée en juin, redescend dans la rue, à tel point que le président de la confédération GSEE qui affirmait récemment que les grèves étaient finies pour le moment, a appelé d’urgence à un arrêt de travail de trois heures, le 25 novembre. Bon signe: plusieurs milliers de travailleurs se sont rassemblés en annonçant une vague gréviste. Mais comme d’habitude, le courant du KKE, Pame, se rassemblait à un autre endroit…

Il faut dire que les luttes sont très nombreuses! Isolées, mais intervenant dans de très nombreux secteurs. Ainsi, la grève des travailleurs municipaux, dont les contractuels sont licenciés (2.500 programmés à Athènes): ce démembrement va non seulement créer des milliers de nouveaux chômeurs, mais va casser davantage les services publics. On le voit avec le ramassage des ordures: il n'y a plus assez de travailleurs et les ordures amassées menacent la santé publique. De même dans les hôpitaux ou l'enseignement. De manière générale, les luttes se développent donc contre le renvoi des contractuels et pour les postes nécessaires. En Crète, 3.000 lycéens et étudiants ont manifesté pour l'éducation, malgré le procureur qui voulait déclarer leur mobilisation passible de poursuites!

Dans le secteur de la santé publique, une mobilisation exemplaire vient d'avoir lieu avec l'action du personnel médical qui, pendant une semaine, a offert des prestations gratuites à la population. Du 22 au 28 novembre, à l'appel de la Fédération des Médecins hospitaliers (OENGE), le personnel médical de plusieurs hôpitaux publics a ainsi occupé les bureaux de ces derniers et les patients ont été invités à ne pas payer le tarif de 3 euros aux urgences décidé par le gouvernement, ni les traitements reçus.

Dès la première journée d'action, plusieurs milliers de personnes ont fait la queue dans les hôpitaux du Système national de santé pour recevoir une assistance médicale gratuite. Pour les médecins du secteur public; « l'économie grecque est malade et nécessite une injection de liquidité. Mais pas de la part des patients qui payent déjà plusieurs fois le système de santé à travers leurs impôts, à travers les réductions de leurs salaires et à travers leurs mutualités. Il n'est pas nécessaire de le faire payer encore une fois au moment d'une urgence dans les hôpitaux ».

Pour la doctoresse Olga Kosmopoulou, médecin spécialiste des maladies infectieuses à l'Hôpital de Nikea et membre du secrériat exécutif de l'OENGE, « à partir du moment où le gouvernement décide de priver le peuple de son droit à l'accès gratuit à la santé, nous, médecins internes, sommes obligés par notre engagement avec le code de déontologie médicale, à nous mobiliser. De fait, cette semaine, c'est une invitation à la désobeissance massive que nous lançons... Ce n'est pas une action philantropique, c'est la défense des droits ».

Pour le président de l'OENGE, le docteur Varnavas, « la crise financière a commencé à prendre l'allure d'une crise humanitaire. Nous, les médecins internes, nous ne pouvons pas rester indifférents devant la gravité de la situation créée. Le semaine d'accès libre à la santé est un premier pas dans notre riposte et nous invitons les organisations et les citoyens à collaborer avec nous pour un système de santé public, gratuit, de qualité et accessible à toutes les

personnes. »

Dans le privé, la lutte se prépare contre la décision, défendue par l'Union des entrepreneurs, selon laquelle l'accord d'entreprise primerait sur la convention collective, et contre le chantage « baisse du salaire ou licenciement». Les marins sont en grève pour leur convention collective. Les travailleurs de la presse se mobilisent contre licenciements et risque de fermetures de titres, et on a vu cette semaine l'édition «sauvage» d'un journal de droite, réalisée par les travailleurs. Mais il y a d'autres luttes, comme ces mobilisations croissantes contre les péages…

L'objectif central est désormais de réussir la grève générale du 15 décembre, que GSEE et Adedy (fédération du secteur public) se sont décidé à appeler: en faire une réussite unitaire, mais surtout, à la base, préparer le lendemain!

D'après Andrea Sartzekis (à Athènes) et Juan Merino (Kaosenlared)